

Hollande sauvé des eaux ?

PAR THIBAUT GAJDOS

La situation de la France ressemble étonnement à celle de l'Allemagne en août 2002. A la veille des élections fédérales prévues en septembre 2002, le chancelier social-démocrate (SPD) Gerhard Schröder se trouvait en grande difficulté. Il avait en effet promis, avant sa victoire électorale de 1998, de ramener le nombre de chômeurs en dessous de la barre des 3,5 millions. Il avait même demandé que ses électeurs le jugent au terme de son mandat à l'aune de cet engagement.

Début 2002, le nombre de demandeurs d'emploi avait atteint 4,3 millions, soit 300 000 de plus qu'au début de son mandat. Pour ne rien arranger, Gerhard Schröder avait annoncé des mesures, très impopulaires, de libéralisation du marché du travail. Autant dire que les sondages ne donnaient pas cher de sa réélection. Et il se mit à pleuvoir. Beaucoup.

CRUE HISTORIQUE ET RÉÉLECTION

Le 17 août 2002, l'Elbe atteignit plus de 9 mètres, soit sa plus grande hauteur jamais enregistrée. Cette crue historique entraîna 21 décès, le déplacement de plus de 30 000 personnes, des dégâts matériels estimés à 15 milliards d'euros et... la réélection de Gerhard Schröder, d'après une étude menée par deux chercheurs (« How Lasting is Voter Gratitude? An Analysis of the Short- and Long-Term Electoral Returns to Beneficial Policy », Michal Bechtel, Ecole polytechnique fédérale de Zürich, et Jen Hainmueller, Massachusetts Institute of Technology, *American Journal of Political Science*, 2011).

Les auteurs se sont tout d'abord assurés que les inondations ne s'étaient pas produites dans des régions dans

lesquelles le SPD et les écologistes connaissaient par ailleurs une dynamique particulière. Ils ont pour cela comparé les évolutions des résultats électoraux du PSD et des écologistes entre 1994 et 1998 dans ces régions à ceux du reste du pays : point de différence.

Les sondages d'opinion menés dans les premiers mois de 2002 ne laissaient pas davantage deviner une poussée de la coalition dans les régions inondées. Lors des élections de 2002, en revanche, les sociaux-démocrates et les écologistes ont obtenu 7 points de pourcentage de plus dans les zones inondées que dans le reste du pays. Compte tenu de l'étroitesse de la victoire finale du SPD (Edmund Stoiber, qui menait la coalition de droite, avait annoncé sa victoire sur la base des premières projections), cette différence a certainement été décisive.

À L'AUNE DE L'EFFICACITÉ

Ce brusque regain de popularité peut avoir plusieurs raisons. D'une part, les moyens déployés pour faire face à la crise ont été considérables et les électeurs ont pu vouloir marquer leur reconnaissance. D'autre part, les habitants des régions inondées ont également pu réévaluer leur opinion sur la compétence du gouvernement à l'aune de l'efficacité de sa réaction. De là à voir dans les inondations de ces dernières semaines de quoi redonner espoir au président de la République, il n'y a qu'un pas : Hollande sauvé des eaux, en quelque sorte.

Cet optimisme météorologique doit cependant rester mesuré. En effet, d'autres événements pourraient bien compliquer la tâche de François Hollande. A commencer par l'Euro de football. C'est en tout cas ce que suggère un article d'Andrew Healy (Loyola Marymount University), Neil Malhotra et Cecilia Hyunjung (université Stanford) paru en 2010 (« Irrelevant Events Affect Voters' Evaluations of Government Performance », *Proceedings of the National Academy of Sciences*).

Ces chercheurs ont analysé l'impact des résultats des compétitions du championnat universitaire de football américain sur les résultats locaux des élections des sénateurs, gouverneurs et présidents des Etats-Unis entre 1964 et 2008. Ils ont ainsi pu constater qu'une victoire de l'équipe locale dans les dix jours précédant l'élection augmentait de 1,6 point le score des candidats sortants. Compte tenu de l'état de l'équipe de France de football, il n'est pas sûr qu'il s'agisse pour François Hollande d'une nouvelle très rassurante. Le président ne « pleut » pas tout... ■



Thibaut Gajdos

est chercheur
au CNRS